

SYNTHÈSE – RAPPORT SUR LE FUTUR DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'UE – M. DRAGHI

UN NOUVEAU PAYSAGE ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Il est crucial d'améliorer la compétitivité de l'UE pour stimuler la productivité et la croissance à long terme. L'UE doit accélérer l'innovation pour trouver de nouveaux moteurs de croissance et rattraper ses concurrents.

L'UE doit également faire baisser les prix de l'énergie tout en poursuivant ses objectifs de décarbonation et la transition vers une économie circulaire. La transition vers des sources d'énergie propres et le découplage du prix du gaz et de l'électricité seront nécessaires.

Une nouvelle stratégie industrielle basée sur 3 piliers :

- Accélérer l'innovation et la productivité ;
- Décarboner et améliorer la compétitivité industrielle ;
- Renforcer la sécurité et réduire les dépendances.

Inclusion sociale :

- Allier croissance, productivité et inclusion sociale dans un contexte de changements technologiques rapides et d'une population active en déclin ;
- Adopter une nouvelle approche des compétences, garantir l'accès à la formation tout au long de la carrière.

Politique commerciale :

- Aligner politique commerciale et stratégie industrielle UE, favoriser la réduction des barrières commerciales et protéger les chaînes d'approvisionnement ;
- Maintenir les échanges commerciaux avec les pays clés pour l'innovation en Europe (IA, processeurs, etc.) ;
- Introduire des mesures défensives pour rééquilibrer la concurrence internationale dans les secteurs comme la décarbonation.

RENFORCER LA GOUVERNANCE

Il sera nécessaire de limiter l'activité législative excessive de la Commission et de filtrer les nouvelles initiatives afin de ne pas freiner la compétitivité des PME. Ceci doit être doublé par une simplification des charges et une accélération des processus de décision.

- Nommer un Vice-Président de la Commission en charge de la simplification ;
- Développer une méthode pour quantifier les coûts des nouvelles réglementations ;

- Avant d'adopter de nouvelles législations, dédier une période de 6 mois à l'évaluation et au test des réglementations existantes par secteur ;
- Simplifier les règles, éliminer les doublons législatifs et les incohérences en mettant l'accent sur les secteurs économiques exposés à la concurrence internationale ;
- Renforcer la « taskforce » sur l'application du marché unique (SMET) pour évaluer et résoudre les cas de transposition incorrecte ou excessive ;
- Réduire de 25% les obligations de reporting pour les entreprises et de 50% pour les PME ;
- Soumettre toute nouvelle proposition législative à un test de compétitivité, comprenant les coûts de conformité et la charge administrative ;
- Utiliser l'IA et des données traitées automatiquement pour réduire les coûts de conformité et administratifs des PME ;
- Introduire des modèles de reporting harmonisés et des exigences de reporting centralisées ;
- Exiger des États membres qu'ils évaluent systématiquement les nouvelles législations ;
- Reporter les initiatives ayant un impact disproportionné sur les PME.

COMBLER LE FOSSÉ DE L'INNOVATION

L'Europe peine à développer ses propres entreprises technologiques compétitives et à attirer des financements. Il est crucial de fournir des compétences et formations adéquates pour tirer parti de l'IA tout en minimisant les impacts négatifs sur l'inclusion sociale.

Répondre au déficit d'innovation :

- Réformer le programme Horizon Europe : se concentrer sur un nombre réduit de priorités communes, doubler son budget, simplifier les procédures de demande pour les projets innovants.
- Améliorer et faciliter les investissements vers des technologies innovantes ;
- Renforcer les capacités en IA, encourager la coopération entre les industries et faciliter le partage des données ;
- Définir un marché des télécommunications européen et améliorer les investissements en connectivité.

Comblent les lacunes en compétences :

- 25% des entreprises européennes rencontrent des difficultés pour trouver des salariés avec les compétences adéquates ;
- Nécessaire d'améliorer l'utilisation des données pour identifier et répondre aux lacunes en compétences ;
- Adapter les programmes éducatifs pour qu'ils correspondent aux besoins du marché du travail, en impliquant les employeurs et autres parties prenantes ;
- Introduire un système commun de certification des compétences ;
- Attirer des talents de l'extérieur de l'UE dans le secteur de la tech.

UN PLAN COMMUN POUR LA DÉCARBONATION ET LA COMPÉTITIVITÉ

Les coûts élevés de l'énergie freinent la croissance et l'investissement en Europe. Les industries énergivores subissent une baisse de production et une volatilité accrue des prix de

l'énergie. Toutefois, la décarbonation peut réduire les prix de l'énergie et positionner l'Europe en tête des technologies propres.

- Découpler les prix du gaz naturel et des énergies propres ;
- Appliquer la réforme du marché de l'électricité, les contrats d'achat d'électricité (PPA) et les contrats pour différence pour garantir la stabilité des prix de l'énergie ;
- Développer des plateformes pour les contrats de ressources et le regroupement de la demande entre producteurs et preneurs pour atténuer les risques financiers et faciliter l'accès des PME au marché ;
- Mobiliser massivement les financements publics et privés vers les énergies neutres ;
- Réduire les délais de permis pour les nouveaux projets énergétiques ;
- Soutenir financièrement les industries écono-intensives ;
- Développer des partenariats industriels avec les pays tiers et utiliser le « *Global Gateway* » pour les investissements nécessaires.

FINANCER LES INVESTISSEMENTS

L'UE doit investir entre 750 et 800 milliards EUR par an, soit 4.4 à 4.7% du PIB de l'UE en 2023. Malgré des économies importantes en Europe, les investissements productifs restent faibles. Le secteur privé aura besoin de soutien public pour atteindre les objectifs d'investissement, avec des incitations fiscales pour réduire le coût du capital.

- Finaliser l'Union des Marchés de Capitaux (UMC) et achever l'Union bancaire ;
- Transformer l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) en un régulateur commun ;
- Harmoniser les cadres d'insolvabilité ;
- Viser à créer une plateforme unique pour les contreparties centrales (CCP) et les dépositaires centraux de titres (CSD) ;
- Réduire les charges de capital pour les actifs simples, transparents et standardisés et alléger les règles de transparence et de diligence ;
- Etablir un « *Pilier de compétitivité* » et réorienter le budget de l'UE vers des projets stratégiques ;
- Simplifier l'accès aux programmes de financement.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ET RÉDUIRE LES DÉPENDANCES

L'UE est encore trop dépendante vis-à-vis des matières premières critiques et des technologies avancées. Environ 40% des importations européennes proviennent de fournisseurs peu diversifiés et non stratégiquement alignés. Cela représente un risque élevé de perturbations commerciales en cas de conflit géopolitique.

- Mettre en œuvre rapidement le règlement sur les matières premières critiques (CRMA) et créer une plateforme européenne dédiée ;
- Elaborer une stratégie pour la production de semi-conducteurs et renforcer la sécurité des télécommunications en favorisant les fournisseurs de confiance ;
- Augmenter et coordonner l'industrie et la R&D en matière de défense et soutenir les PME innovantes du secteur ;
- Coordonner les priorités stratégiques pour la recherche spatiale et améliorer l'accès au financement pour les PME du secteur spatial.